

MOH CLICHY AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Le 17 Octobre, plus connu en France que chez nous»

Le Soir d'Algérie : 55 ans après le 17 Octobre 1961, pensez-vous que nos citoyens ont réellement mesuré l'ampleur des manifestations des Algériens de Paris et l'horreur des massacres qui les ont suivies ?

M. Mohamed Ghafir, dit Moh Clichy : Comment voulez-vous que l'on sache ce qu'ont été les massacres du 17 Octobre si on n'en parle pas dans le pays, si nos enfants n'apprennent pas dans les manuels scolaires ce qu'il s'est passé de l'autre côté ? Je crois que la responsabilité revient au ministère de l'Education nationale et, plus globalement, à l'Etat.

Mais, outre l'école, ces événements sont également très peu connus des citoyens de tous âges, d'une manière générale...

Effectivement. Lorsque l'on parlait du 17 Octobre, on nous demandait de quoi il s'agissait. Vous me demandez pourquoi, je ne peux malheureusement répondre à la place des responsables de l'époque et de ceux de maintenant d'ailleurs, j'en suis navré. Depuis que Bertrand Delanoë, le maire PS de Paris, a apposé, en 2001, la plaque commémorative sur le pont Saint-Michel, une vingtaine de communes françaises ont suivi dans leurs communes. Et à Alger, rien !

Parce que politiquement on ne voulait peut-être pas trop parler de cet événement. Vous dites vous-même dans votre ouvrage que ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir de Boudiaf que l'on a commencé à évoquer le 17 Octobre...

Lorsque Boudiaf, que Dieu ait son âme, est arrivé, il a très vite rendu visite à l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM). Il a suivi cette visite par la préparation et l'élaboration d'un décret, qu'il n'a malheureusement pu signer étant parti dans les circonstances que tout le monde connaît. Ce décret, par sa volonté, est paru dans le Journal officiel n°42 sous le numéro 11/93.

C'est donc grâce à Boudiaf et seulement 30 ans après l'indépendance, que nous avons eu officiellement les dates historiques qu'il faut fêter : le 19 mai (Journée nationale de l'étudiant) ; le 20 août 55 et 56 ; le 10 décembre et le 17 octobre. C'était la 1^{re} fois que cette date était décrétée Journée nationale de l'émigration. Depuis, symboliquement, cette journée est fêtée notamment grâce à l'existence, à Alger, d'une association algérienne du 17 Octobre, mais cela se fait malheureusement entre nous et reste assez inconnue.

Je pense toutefois que cet état peut évoluer positivement et je note avec satisfaction que cette année, au baccalauréat 2016, le 17 Octobre 1961 figurait parmi les questions posées aux candidats. J'étais naturellement heureux lorsque des candidats de mon entourage m'ont appelé pour me dire que grâce au témoignage dans mon ouvrage, ils ont pu répondre convenablement.

Vous citez, dans votre ouvrage, une série d'institutions (lycées, centres culturels, centres de formation, universités...) dans lesquelles vous vous êtes déplacé pour témoigner du 17 Octobre. Pourquoi avez-vous pris votre bâton de pèlerin et pourquoi spécialement dans les institutions d'éducation et de formation ? Le 17 Octobre n'est pas spécialement étudié dans les manuels scolaires algériens ?

Si j'ai pris mon bâton de pèlerin, comme vous dites, c'est parce que j'estime que c'est capital de transmettre et que j'ai un devoir de mémoire vis-à-vis de la jeunesse qui doit être au fait de l'histoire de son pays. Lors de conférences que j'anime sur le 17 Octobre, je demande toujours aux présents, notamment aux officiels qui se mettent toujours devant, de laisser les premières places aux jeunes qui sont avides d'ap-

prendre, d'interroger. Ces jeunes veulent nous écouter, ils ont soif de connaître la vérité et d'avoir des témoignages de vivants.

La plupart des témoignages et travaux historiques divers sont le fait de personnes essentiellement de l'autre côté de la Méditerranée. A quoi cela est-il dû, selon vous ?

Que voulez-vous que je vous dise ? La majorité des travaux a été produite de l'autre côté de la Méditerranée parce que les écrivains sont protégés par une Constitution et une démocratie qui sont là. Je le dis, même si cela peut déranger. Quant Jean-Luc Einaudi a publié en 1991 son premier ouvrage *La bataille de Paris : 17 octobre 1961*, Ed. le seuil, il a dit des vérités parce que lui avait accès aux archives, ou tout au moins à certaines. Il y a eu, en outre, des policiers républicains qui ont pu témoigner sans problèmes.

A propos d'Einaudi justement, comment s'est faite votre rencontre et votre collaboration à l'écriture du 17 Octobre avec cet historien ?

J'étais présent lorsque Einaudi présentait en 1992 dans le 20^e arrondissement à Paris son premier ouvrage. Je ne le connaissais que de nom, et je me suis présenté à lui pour lui dire que j'étais un des acteurs du 17 Octobre, dans la rive gauche. Il m'a dédié son livre, pris mes coordonnées et nous avons alors tissé des liens. Sachant son intérêt pour cette date et sachant aussi qu'il publiait et qu'il allait poursuivre son œuvre historique sur cette date, je lui ai remis de nombreux documents et notamment le rapport sur la répression qui prévalait que j'ai rédigé dès juillet 1961 (bien avant le 17 octobre) et transmis à mes responsables FLN hiérarchiques. Il l'a d'ailleurs intégralement reproduit dans ses ouvrages. Il faut rappeler que c'est lui, le premier, qui a parlé de la jeune lycéenne de 15 ans, Fatima Bedar, jetée dans la Seine, et qui a évoqué son assassinat. Moi, j'ai tout donné à Einaudi qui a enregistré même les détails. J'ai tout donné à J.L. Ainaudi parce que lui, au moins, publie et les gens le lisent. Je l'ai fait, jusqu'à ce qu'il me dise un jour : «Arrêtes maintenant de me donner des témoignages et mets-toi à écrire toi-même.» Lorsque je lui ai rétorqué que je n'étais pas écrivain, il m'a dit : «Je vais t'aider. Ecris toi-même parce qu'il y a sûrement beaucoup de choses que tu ne m'as pas dites ou que tu as simplement oublié de dire. C'est ainsi, encouragé par Einaudi, qu'à l'occasion du 50^e anniversaire du 17 Octobre, j'ai écrit mon premier livre, *Droit d'évocation et de souvenance* qu'il s'est proposé de préfacier tout comme Boualem Aidoun, un professeur algérien de lettres, toujours vivant. Après cette édition de 2011, il m'a demandé de l'enrichir, j'ai fait la recherche d'autres documents et c'est ainsi que j'ai sorti la 2^e version en 2012 et la 3^e en 2013, assortie de beaucoup de faits relatifs à la jeune martyre Fatima Bedar.

A propos justement de la jeune Fatima Bedar, vous avez vous-même participé au transfert de son corps en Algérie. Comment s'est-il effectué, 45 ans après son assassinat ?

Fort de ce que j'ai appris sur Fatima Bedar par Einaudi, j'ai voulu d'abord rencontrer des membres de sa famille en France qui m'ont donné les coordonnées de sa famille à Béjaïa. Je me suis déplacé et j'ai rencontré son père, paralysé, son frère Djoudi et pas sa mère qui était décédée. J'ai expliqué mon projet du transfert des restes du corps de leur fille et sœur. Le père, que j'ai convaincu, n'a exprimé qu'un souhait : que l'Etat algérien l'aide pour transférer le corps de sa fille pour qu'elle soit enterrée à Tichy, là où repose sa défunte mère. Je me suis mis totalement à cette action pensant que cette opération allait être simple. J'étais loin de penser que ça allait être aussi compliqué. Je me suis rendu à notre ambassade pour

voir le consul général de l'époque... Et tout ce monde me répondait qu'ils ne pouvaient rien faire. Il y a tellement de monde qui pourrait faire la même demande, me disaient-ils. J'ai du continuer à me décarcasser en expliquant qu'il s'agit de la seule femme et unique martyre du 17 Octobre, jeune qui plus est. Je leur ai aussi dit que c'était l'équivalent de notre Hassiba Ben Bouali et qu'elle était aussi un peu la Jeanne d'Arc algérienne à nous, et que cela pouvait ébranler les Français. Je suis venu rencontrer aussi l'ONM et le ministère des Moudjahidines mais leurs portes se sont fermées et il ne fallait pas les ouvrir pour des raisons que je ne veux pas connaître. Alors, avec mes compagnons de la Fédération FLN de France (Aït-Ouzou Arezki, Absi Saad et Berkane Zerouk), on s'est cotisé et on a fait transférer le corps.

Totalement à vos frais personnels ?

Oui, et je l'ai raconté dans mon livre, je n'ai pas caché ces péripéties. Il faut quand même que je vous dise que les pompes funèbres à Paris (à leur tête M. Benchikh) ont pris en charge les formalités et les frais y afférents, en dehors du transport. Pour eux, il s'agissait d'une martyre et qu'à ce titre, il fallait qu'ils participent. Pour les formalités en Algérie, le professeur Mohamed El Korso, alors président de l'association du 8-Mai-45 nous a grandement aidé : lettre à Air Algérie, restée malheureusement sans suite pour les frais de transport et intervention auprès de la Présidence de la République pour que le corps de la martyre n'atterrisse pas comme un simple colis et qu'il passe par le salon d'honneur, ce qui fut accordé.

Le corps de la défunte, recouvert du drapeau algérien, fut accueilli très dignement et en présence de quelques personnalités. Nous l'avons enterrée au carré des martyrs, à Tichy, près de sa mère, comme le souhaitait son père qui est mort une année après. Ces démarches ont duré cinq longs mois entre Paris, Tichy et Alger pour aboutir enfin et concrétiser un vœu qui me tenait à cœur, s'agissant de la seule femme symbole jetée dans le canal de St Denis, ce 17 Octobre 1961.

La gauche française avait décidé de la constitution d'une commission d'enquête après la manifestation de Charonne (8 février 1962) qui a fait neuf morts alors qu'elle ne l'a pas fait au lendemain des massacres du 17 octobre. Comment expliquez-vous cette absence de réaction ?

Il est difficile pour moi de faire un commentaire sur l'autre côté et je ne peux répondre à la place des socialistes et des communistes. La manifestation de Charonne était essentiellement un soulèvement contre leur pouvoir. C'était une manière de dégager la droite. C'est une arme qu'ils ont utilisée contre leur pouvoir.

Il ne faut toutefois pas oublier que la gauche nous a aidés, beaucoup de ses membres ont fait partie du réseau Jean-son ; il y a eu le *Manifeste des 121* et le devoir d'insoumission, le réseau Curriel... Jean Paul Sartre a fait une déclaration très importante qui a fait grand bruit. Globalement, il est vrai, sur le coup, la gauche n'a pas fait grand-chose et ce n'est que maintenant qu'ils se réveillent.. L'histoire nous apprend justement que l'Etoile nord-africaine a été créée sous un pouvoir de gauche et arrêtée sous un pouvoir de gauche (Leon Blum). Les pouvoirs spéciaux ont été décrétés du temps de Mitterrand et de Guy Mollet. Aujourd'hui la gauche se réveille et il n'est pas trop tard. Mais il y a aussi et toujours l'enjeu électoral qui intervient et qui ligote les expressions.

Il y a, depuis 2001, une reconnaissance par certaines mairies des massacres du 17 Octobre et la pose de plaques commémoratives. Ce mouvement important avec comme point de départ le geste de Delanoë tend à s'estomper quelque peu. Est-



ce que cette dynamique de reconnaissance se heurte aujourd'hui à la montée de l'extrême-droite en France ?

C'est très difficile pour moi parce que je n'ai pas le niveau politique requis pour analyser ce phénomène, mais comme j'ai eu à vous le dire précédemment, l'on utilise souvent les élections pour arrêter un mouvement ou le freiner et récolter un maximum de voix. Ceci dit, je ne cesse de remercier Delanoë qui a eu le courage en 2001 et sous un pouvoir de droite, d'apposer une plaque, la première, sur le pont de Saint-Michel. Le texte de sa plaque a même été repris dans le communiqué de François Hollande en 2012 qui a parlé de «sanglante répression». Même s'il n'a pas dit pacifique, c'est la première fois que dans l'histoire des colonies que la France a reconnu officiellement un soulèvement populaire organisé qui plus est par le FLN sur son territoire. A cet effet, je rappelle dans mon livre que le général Giap avait déclaré : «C'est la première fois dans l'histoire des peuples qui luttent pour leur indépendance que le colonisé porte la guerre sur le sol du colonisateur.» Aujourd'hui, grâce à cette lutte, plus d'une vingtaine de communes françaises socialistes ou communistes ont érigé une plaque commémorative en France alors que chez nous cette date commence à peine à être évoquée.

Mais justement cette absence d'engouement du côté algérien s'expliquerait, selon certains, par la méfiance des différents pouvoirs à l'égard de l'ex-fédération de France. Qu'en pensez-vous ?

Lorsqu'il y a eu le cafouillage que nous avons connu dans le pays en 1962, il y a eu des prises de position. Quelques wilayas de l'intérieur ont pris position pour le pouvoir de Ben Bella et d'autres sont restées dans la légalité avec le GPRA. Nos responsables à la Fédération de France (moi je n'étais qu'un militant du terrain), les cinq membres donc du comité fédéral qui étaient membres du CNRA sont restés légalistes. Pour nous, le GPRA a mené la guerre, a négocié et nous avons de ce fait été derrière le GPRA. A partir de 1962, nous avons été marginalisés. Nous avons reçu une tannée depuis cette période. Maintenant ces faits sont connus. Il a fallu que Boudiaf arrive au pouvoir pour parler et restituer ces faits. Boudiaf pouvait en parler dans la mesure où il faisait partie des 9 qui ont enclenché la Révolution. Boudiaf et Didouche Mourad étaient responsables du PPA/MTLD de 52 à 54 en France.

Ils ont échappé à l'arrestation des

membres de l'OS ; quand ils étaient là-bas, clandestinement, ils ont dirigé le MTLD, parti reconnu. Lors du 14 juillet 1953, la fête française de la victoire, ils ont envoyé des militants à la place de la Nation et 6 militants ont été tués parce qu'ils ont brandi le drapeau algérien et demandé l'indépendance de l'Algérie. Ils ont été tués alors que sur le revers de leur veston il y avait indiqué MTLD, un parti reconnu par la France. Pour moi, le 17 Octobre 1961 était la dernière bataille de la Révolution algérienne, et c'est cet événement qui a poussé de Gaulle, une semaine après, à reprendre les négociations à Bâle, en Suisse, qui ont abouti au cessez-le feu. Nous n'avons rien à cacher. On a une dent contre nous et tout cela se sait maintenant.

En octobre 2012, le président Hollande a reconnu «la sanglante répression» contre les Algériens qui «manifestaient pour le droit à l'indépendance». Cela vous semble-il aujourd'hui suffisant et cohérent quant le même Hollande évoque dans une de ses dernières interventions le massacre qu'auraient subi les harkis en Algérie, au lendemain de l'indépendance ?

2017 est proche et chaque camp, à gauche ou à droite, joue. En ce qui me concerne, par égoïsme humain, du moment que cet événement a été reconnu officiellement et d'une manière très claire puisqu'il est dit que la République «reconnaît avec lucidité», donc consciemment, cela ouvre la porte à autre chose. Il reste, que c'est leur affaire, et non la nôtre. Maintenant, est-ce que nous, Algériens, au niveau du pouvoir, on reconnaît comme il se doit le 17 Octobre 61 ? Vous allez voir que les nôtres seront loin d'égaliser, encore une fois cette année, en commémorations le nombre de communes françaises qui le feront. Il faudrait donc que l'on travaille chez nous à cultiver cette mémoire avant de penser à ce que font les autres. Il faudra aussi restituer à la Fédération FLN de France son rôle réel dans la Révolution et la faire connaître. Faire notamment connaître à ceux qui ne le savent pas et notamment les jeunes que 80% du budget de la guerre de libération a été fourni par la Fédération FLN de France et que les 400 000 émigrés algériens étaient les ambassadeurs algériens en France. Je suis heureux d'avoir contribué ne serait-ce qu'à hauteur de 1% à faire connaître cette vérité et je continuerai à le faire tant que je serai en vie.

Propos recueillis par Khedidja Baba-Ahmed

Hollande appelle à reconnaître le crime

Texte du communiqué de François Hollande du 17 Octobre 2012 : «Le 17 Octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits.

Cinquante-et-un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes.» Aujourd'hui, en ce 17 octobre 2016, le collectif d'associations en France du 17 Octobre se rassemble au Pont Saint-Michel à 18h pour dire au président français que son communiqué de 2012 était, certes, un premier pas, mais il n'est pas suffisant dans la mesure où le crime de guerre qu'ont été ces massacres ne sont pas clairement nommés comme tels, comme n'est pas clairement définie la responsabilité, même si celle-ci est sous-entendue.